

LES AFRO-AMERICAINS AUX ETATS-UNIS

Contexte historique

Parmi les millions d'immigrants qui ont débarqué aux Etats-Unis, un groupe d'hommes et de femmes l'ont fait contre leur gré. C'était des Africains, dont 500 000 ont été amenés comme esclaves entre 1619 et 1808, date à laquelle l'importation d'esclaves aux Etats-Unis est devenue illégale. L'esclavage divisait les premiers Américains, et quelques-unes des colonies britanniques l'avaient strictement réglementé, tandis que d'autres l'interdirent totalement, comme le Rhode Island en 1774. Toutefois, la pratique consistant à posséder des esclaves et leur descendance continua, notamment dans le Sud rural, où une main d'œuvre importante était requise pour travailler dans les champs.

L'abolition de l'esclavage fit l'objet d'intenses débats aux Etats-Unis pendant la première moitié du XIXe siècle. Le mouvement abolitionniste se développa à travers le pays, sous l'impulsion de dirigeants influents tels que William Lloyd Garrison, éditeur du journal *The Liberator*, Harriet Beecher Stowe, auteur de *La Case de l'Oncle Tom*, Frederick Douglass, un ancien esclave qui devint l'un des orateurs les plus efficaces contre l'esclavage et Harriet Tubman, qui aida trois cent cinquante esclaves à fuir le Sud, devenant ainsi le « contrôleur » du « chemin de fer secret » grâce auquel les esclaves allaient recouvrer leur liberté dans le Nord. Les querelles à propos de l'esclavage enflèrent tout au long du siècle. Comme disait Abraham Lincoln en 1858, « Une maison divisée contre elle-même ne peut tenir. Je crois que ce régime ne peut pas durer de façon permanente, moitié esclave et moitié libre ». En avril 1861, la guerre de Sécession débuta entre les Etats abolitionnistes du Nord et les Etats esclavagistes du Sud, dont onze avaient quitté l'Union. Le 1^{er} janvier 1863, au milieu de la guerre, le président Abraham Lincoln publia la Proclamation d'Emancipation, qui abolissait l'esclavage dans les Etats qui avaient fait sécession. L'esclavage fut interdit dans tous les Etats-Unis avec l'adoption du Treizième Amendement à la Constitution en 1865. Quelque quatre millions d'esclaves furent ainsi affranchis.

Progressivement, les parlementaires estimant que les Noirs devaient jouir d'une citoyenneté pleine et entière virent se développer leur électorat. En juillet 1866, le Congrès adopta une loi sur les droits civiques et instaura un Bureau des affranchis qui avait pour but d'empêcher les assemblées législatives des Etats du Sud de pratiquer la discrimination à l'encontre des Afro-Américains. Le Congrès vota alors le Quatorzième Amendement à la Constitution, qui déclare : « Toute personne née ou naturalisée aux États-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyen des États-Unis et de l'État dans lequel elle réside », répudiant ainsi l'arrêt *Dred Scott* de la Cour suprême qui déniait aux esclaves leur droit à la citoyenneté. Les parlements de tous les Etats du Sud, sauf le Tennessee, refusèrent de ratifier cet amendement, certains à l'unanimité.

Toutefois, même après l'abolition de l'esclavage, les Noirs américains virent leur ascension sociale entravée par la ségrégation raciale et un enseignement de moins bonne

qualité, et ce malgré la création d'institutions ayant pour mission de promouvoir leur avancement. Ainsi, Wilberford University fut le premier établissement d'enseignement supérieur pour les Noirs appartenant à des Afro-Américains géré par eux. Il fut créé en 1856 par l'église méthodiste épiscopaliennne africaine.

Les Etats-Unis atteignirent leur majorité entre la guerre de Sécession et la Première guerre mondiale. En l'espace de moins de cinquante ans, ils passèrent de l'état de république agraire à celui de nation urbanisée. De grandes usines et aciéries, des lignes de chemin de fer transcontinentales, des villes à l'économie florissante et de vastes domaines agricoles parsemaient leur territoire. Mais la croissance économique et l'affluence générèrent leurs propres problèmes. Trente ans après la guerre de Sécession, le Sud restait généralement pauvre, majoritairement agricole et dépendant économiquement. La société y pratiquait une stricte ségrégation sociale entre Blancs et Noirs et tolérait l'explosion régulière de violences raciales. En quête de travail, les Afro-Américains formaient une vague d'immigration intérieure, abandonnant le Sud rural pour les villes du Nord. Mais beaucoup de Noirs des villes ne parvenaient pas à trouver un emploi ; ils se regroupaient dans des ghettos, souvent forcés par la loi au Sud et pour des raisons socio-économiques au Nord.

En 1873, la Cour suprême jugea que le Quatorzième Amendement (interdisant toute limitation des droits civiques) ne conférait pas de nouveaux droits aux Afro-Américains les protégeant du pouvoir des Etats. Plus grave, en 1883, elle déclara que le Quatorzième Amendement n'interdisait pas aux personnes privées, par opposition aux Etats, de pratiquer la discrimination. Et, dans l'arrêt *Plessy contre Ferguson* (1896), la Cour estima que l'existence de lieux publics « séparés mais égaux » pour les Afro-Américains - dans les trains et les restaurants, par exemple - ne constituait pas une violation de leurs droits civiques.

Bientôt le principe d'une ségrégation en fonction de la race s'étendit à tous les domaines de la vie dans le Sud, depuis les chemins de fer jusqu'aux restaurants, aux hôpitaux, aux hôtels et aux écoles. Face à cette discrimination qui envahissait tous les aspects de leur vie, beaucoup d'Afro-Américains adhérèrent au programme de Booker T. Washington, le dirigeant noir le plus célèbre de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, qui leur conseillait de concentrer leurs efforts sur des objectifs économiques modestes et d'accepter la discrimination sociale provisoirement. D'autres voulaient, à l'instar de l'intellectuel afro-américain W.E.B. DuBois, attaquer la ségrégation par une action politique. Toutefois, les appels en faveur de la justice raciale recueillaient peu de soutien, et les lois ségrégationnistes restèrent chose commune dans le Sud bien au-delà de la moitié du XXe siècle.

En 1955, Rosa Parks, une couturière noire d'Alabama, fut arrêtée pour avoir refusé de céder sa place à un Blanc dans un autobus. Son arrestation déclencha un boycottage du réseau d'autobus par les Noirs qui dura 381 jours. Il avait été lancé par un pasteur baptiste de 26 ans, le révérend Martin Luther King, Jr. Dans les années qui suivirent, les Afro-Américains et leurs défenseurs eurent recours au boycottage, aux manifestations et à d'autres formes de protestations non-violentes pour exiger une protection égale de la loi et la fin de la ségrégation. L'arrêt *Brown contre Board of Education*, rendu par la Cour suprême en 1954, marqua une étape historique : il imposa la déségrégation des écoles

publiques, une décision dont l'exécution exigea souvent l'intervention des forces de l'ordre, locales ou fédérales, et le démantèlement graduel de la doctrine « séparés mais égaux » dans le Sud. Les militants pour les droits civiques furent victimes de campagnes de violence et autres manœuvres d'intimidation de la part des adversaires de la déségrégation, comme l'attentat à la bombe qui ravagea une église de Birmingham en 1963, causant la mort de quatre fillettes – dont une amie de Mme Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat.

Le 28 août 1963 fut aussi une date-clef du mouvement pour les droits civiques des Noirs américains. Ce jour-là, plus de 200 000 manifestants de toutes origines se rassemblèrent à Washington, autour du monument à la mémoire de Lincoln, pour écouter Martin Luther King déclarer : « J'ai fait le rêve qu'un jour, sur les collines rouges de Géorgie, les fils des anciens esclaves et les fils de leurs anciens maîtres pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité... J'ai fait le rêve que mes quatre jeunes enfants vivront un jour dans un pays où il ne seront pas jugés sur la couleur de leur peau, mais sur la qualité de leur caractère ». Peu après, le Congrès vota différentes lois interdisant toute discrimination raciale dans les lieux publics et en matière d'éducation, d'emploi, de logement et d'exercice du droit de vote. Le *Voting Rights Act* (loi relative aux droits politiques du citoyen), votée en 1965, puis étendue successivement en 1970, 1975 et 1982, est généralement considéré comme le plus abouti des textes législatifs sur les droits civiques jamais adopté par le Congrès des Etats-Unis. Cette loi codifie et met en œuvre la garantie contenue dans le Quinzième Amendement que, dans tout le pays, personne ne se verra refuser l'exercice de son droit de vote en raison de sa race ou de sa couleur. Le *Voting Rights Act* a été adopté pour prévenir les manœuvres, illégales bien que traditionnelles, utilisées pour empêcher les Afro-Américains de voter, telles que les scrutins censitaires ou soumis à des tests de lecture ou encore le tripotage des circonscriptions destiné à diluer leurs voix dans un vote majoritairement blanc.

Aujourd'hui, les Afro-Américains représentent 13,3% de la population américaine ; c'est la minorité la plus importante après les Hispaniques. Au cours des dernières décennies, les Noirs ont fait de grands progrès et la bourgeoisie afro-américaine s'est beaucoup développée. Le revenu moyen des Noirs reste cependant inférieur à celui des Blancs et le taux de chômage des Noirs – notamment celui des hommes jeunes – reste supérieur à celui des Blancs. Dans beaucoup de grands centres urbains, les Afro-Américains sont aujourd'hui majoritaires à l'intérieur des villes.

Ces dernières années, le débat sur les droits civiques a évolué. Maintenant que la législation anti-discrimination est appliquée et que les Noirs accèdent régulièrement aux classes moyennes, la question est de savoir si, pour remédier aux conséquences du passé, le gouvernement doit mettre en œuvre des mécanismes tels que « l'affirmative action ». On peut définir ce processus comme une série d'initiatives et de politiques conçues pour éliminer toute discrimination actuelle ou passée se fondant sur la race, la couleur, le sexe, la religion ou l'identité nationale. Sous sa forme la plus courante, « l'affirmative action » consiste à prendre en compte la race ou le sexe d'un individu pour choisir entre des candidats déjà qualifiés pour occuper un emploi ou entrer dans un établissement d'enseignement. Cela ne signifie pas pour autant d'instaurer des quotas ou d'accepter des individus sans qualifications en raison de leur race ou de leur sexe.

Sans doute le plus grand changement intervenu au cours des dernières décennies a été le changement d'attitude des Américains blancs. Plus d'une génération a atteint l'âge adulte depuis le célèbre discours de Martin Luther King. Les jeunes générations d'Américains manifestent un respect nouveau pour toutes les races et les Noirs sont mieux acceptés par les Blancs à tous les niveaux des entreprises, du gouvernement et de la vie sociale. Récemment, deux Afro-Américains remarquables ont assumé la fonction de secrétaire d'Etat – Colin Powell et Condoleezza Rice.

La situation actuelle

Indicateurs économiques

- En tant que groupe, les Noirs ont un revenu inférieur à celui des Blancs. En moyenne, pour chaque dollar gagné par un Blanc, un Noir gagne 0,57 dollar.
- Le chômage des Noirs stagne à 10,8%, tandis que celui des Blancs est tombé à 4,7%, ce qui signifie que, pour un Blanc au chômage, on compte plus de deux Noirs sans emploi en 2004.
- Le revenu annuel d'un foyer noir en 2003 était d'environ 30 000 dollars, c'est-à-dire 62% du revenu moyen d'un foyer blanc non-hispanique.
- En 2000, 19,1% de la population noire a bénéficié d'une aide sociale. Le taux de pauvreté parmi ceux qui se déclarent de race noire était de 24,4%. Ce taux était le même en 2002. Il était de 8,2% pour les Blancs non-hispaniques.
- Les Noirs sont présents dans un large éventail de professions. Ainsi, ils sont 64 800 à enseigner dans le supérieur, soit 5,4% de tous les professeurs d'université ; 26 300 directeurs d'entreprises, soit 8% de tous les chefs d'entreprises ; 33 900 juristes, soit 4,7% de cette profession ; 5 600 analystes de l'information, reporters et correspondants, soit 4,7% des journalistes. La presse noire compte plus de 400 titres et plus de 15 millions de lecteurs.
- Les Afro-Américains possédaient 1,2 millions d'entreprises en 2002, soit une hausse de 45% par rapport à 1997. Leurs bénéfices totalisaient 92,7 milliards de dollars, soit 30% de hausse par rapport à la même date. 38% de ces entreprises appartenaient au secteur des services, et notamment celui de la santé. La santé et le commerce de détail représentaient un quart de leurs bénéfices.

Santé

- Le taux d'obésité dans la population afro-américaine augmente plus vite, et l'espérance de vie des Noirs est de 72 ans contre 78 pour les Blancs.
- Les Afro-Américains comptaient pour 49% des cas de sida diagnostiqués aux Etats-Unis en 2003. Le nombre de malades du sida diagnostiqués parmi les Afro-Américains était presque dix fois supérieur à celui des Blancs et le nombre de femmes noires atteintes de cette maladie 25 fois plus élevé que celui des Blanches.

Education

- En matière d'enseignement, les résultats des Noirs sont généralement inférieurs à ceux des Blancs.
- Pour dix Blancs diplômés de l'enseignement supérieur, il n'y a que 6,3 Noirs. La parité dans le secondaire exigerait que les Noirs soient 50% plus nombreux à réussir pour rattraper les résultats des Blancs. En 2003, 7% des doctorats obtenus dans les universités américaines l'ont été par des Afro-Américains ou des Hispaniques.
- En 2004, 31,1% d'enfants afro-américains ont bénéficié du Head Start Program (programme d'aide aux enfants issus de familles défavorisées) et 27,3% ont fréquenté des écoles sous contrat avec les Etats dont la mission est d'aider les élèves appartenant aux minorités.
- 80% des Noirs de 25 ans ou plus avaient au moins un diplôme de fin d'études secondaires en 2003, une année record marquant une augmentation de 10% par rapport à 1993. Pour les Noirs de 25 à 29 ans, cette proportion était de 88%.
- 17% des Afro-Américains de 25 ans et plus avaient l'équivalent du baccalauréat ou un diplôme plus élevé en 2003, soit une hausse de 5% par rapport à 1993.
- Un million de Noirs âgés de 25 ans et plus avaient un diplôme d'études supérieures (licence, maîtrise ou doctorat) en 2003.

Justice sociale

- Statistiquement, les Noirs ont trois fois plus de chances que les Blancs d'être incarcérés après leur arrestation et, pour le même délit, la peine de prison d'un Noir est en moyenne de six mois plus longue que celle d'un Blanc.
- Les Noirs représentent 13,3% de la population américaine, mais plus de 40% des condamnés à mort.

Crimes racistes

- En 2003, la police a enregistré 4 574 délits motivés par la haine raciale. Parmi eux, 66,3% avaient été commis en raison de préjugés anti-Noirs.

Influence politique

Pouvoir exécutif

- En 2000, le président Bush a nommé le premier secrétaire d'Etat afro-américain de l'histoire des Etats-Unis, Colin Powell, et en 2005 il lui a choisi comme successeur une femme, noire elle aussi, Mme Condoleezza Rice.

Pouvoir judiciaire

- Le premier Noir à siéger à la Cour suprême, Thurgood Marshall, a pris ses fonctions en 1967. Clarence Thomas, qui lui a succédé en 1991, est aussi afro-américain.

Congrès des Etats-Unis

- In 2005, la Chambre des représentants comptait 57 Noirs, 43 hommes et 14 femmes. Ils sont tous démocrates. Le Sénat ne compte qu'un Noir, Barack Obama, sénateur de l'Illinois.

Gouvernement local et gouvernement des Etats

- Au niveau local et municipal, 9 101 Noirs ont été élus en 2001, un record historique. Plusieurs grandes villes, dont Philadelphie, Detroit, Columbus, Memphis, Washington D.C., la Nouvelle Orléans et Atlanta ont actuellement (2005) un maire noir.

ONG

- Les Afro-Américains ont créé plusieurs organisations pour promouvoir leur cause. La plus importante est la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), fondée en 1909 par des militants des droits civiques.

Influence culturelle

- Les Afro-Américains ont beaucoup contribué au développement de la culture américaine et à son rayonnement à l'étranger, grâce à des écrivains tels que W.E.B. Dubois, Langston Hughes, Richard Wright, Chester Himes, James Baldwin et, plus récemment, Toni Morrison, lauréate 1993 du prix Nobel de littérature.
- La contribution des Noirs à la musique américaine est encore plus importante, notamment avec le blues et le jazz, qui ont fourni les bases de la musique populaire américaine avec des artistes comme Bessie Smith, John Lee Hooker, Louis Armstrong, Duke Ellington, Ella Fitzgerald, Miles Davis et Ray Charles. Parmi les Afro-Américains qui se sont illustrés dans la musique classique, on peut citer les cantatrices Leontyne Price et Barbara Hendricks.
- Les danseurs afro-américains, tels qu'Alvin Ailey, Bill T. Jones and Alwin Nicholais ont contribué à faire de la danse moderne une forme d'art typiquement américain.
- Le premier Noir américain à se voir décerner l'Oscar du meilleur acteur a été Sidney Poitier dans "Le Lys des champs" en 1964. Depuis, de nombreux Afro-Américains se sont illustrés dans le cinéma, notamment James Earl Jones, Denzel Washington, Danny Glover, Whoopi Goldberg et Halle Berry.
- Les Afro-Américains ont aussi fait des prouesses en sport avec des athlètes légendaires comme le boxeur Mohammed Ali ou les coureurs Carl Lewis et Maurice Greene.

Législation

Le Titre VII du Civil Rights Act de 1964 protège les individus contre toute discrimination en matière d'emploi fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale, le sexe et la religion. Le Titre VII s'applique à toutes les entreprises de quinze salariés ou plus, y compris les gouvernements locaux, des Etats ou municipaux. Il s'applique aussi aux agences de placement et aux syndicats, comme au gouvernement fédéral.

Toute discrimination à l'encontre d'une personne en raison de sa race ou de sa couleur est illégale à l'embauche, en fin de contrat, en matière de promotion, d'indemnités, de formation ou de tout autre aspect, condition ou avantage lié à l'emploi. Le Titre VII interdit aussi toute décision liée à l'emploi se fondant sur des stéréotypes ou des idées préconçues concernant les capacités, les caractéristiques ou les performances des personnes appartenant à certains groupes ethniques. Le Titre VII interdit toute discrimination, qu'elle soit volontaire ou qu'elle résulte de politiques de l'emploi qui, pour être neutres n'en excluent pas moins des minorités d'une façon disproportionnée et n'ont rien à voir avec l'emploi en question.

Personne ne peut se voir dénier l'égalité des chances face à l'emploi en raison de son mariage ou de son association avec un individu appartenant à un autre groupe ethnique, de son appartenance ou de sa fréquentation d'organisations ou groupements d'origine ethnique, ni de sa participation ou de sa fréquentation de lieux de culte généralement associés à certaines minorités.

Au cours de l'année fiscale 2004, la Commission sur l'égalité des chances a enregistré 27 696 plaintes pour discrimination raciale. Elle a réglé 29 631 cas cette année-là et recouvré 61,1 millions de dollars d'indemnités pour les plaignants et autres personnes lésées (cette somme ne comprend pas les dommages-intérêts accordés par les tribunaux). La Commission a remarqué une augmentation des plaintes pour discrimination.

Le 13 juin 2005, le Sénat a approuvé par un vote à main levée un projet de résolution présentant des excuses aux descendants de victimes de lynchage pour n'être jamais parvenu à adopter de législation anti-lynchage. La résolution 39 concerne les quelque 4 700 cas de lynchage enregistrés aux Etats-Unis entre 1882 et 1963. C'était la première fois que le Congrès des Etats-Unis présentaient des excuses aux Afro-Américains.

Avec la loi de 2005 sur la prévention des crimes racistes (*Hate Crimes Prevention Act*), le gouvernement fédéral dispose d'un instrument lui permettant de mieux sanctionner toutes les violences racistes. Elle couvre en effet tous les actes de violence fondés sur la race, la couleur, la religion ou l'origine nationale.

Arrêts de la Cour suprême

Le 24 septembre 1965, le président Johnson a promulgué une ordonnance exigeant des co-contractants de l'Etat qu'ils pratiquent « l'affirmative action » au profit des minorités, à l'embauche et dans tous les aspects de l'emploi.

En 1978, un arrêt historique de la Cour suprême, *University of California contre Bakke*, a posé des limites à « l'affirmative action » afin que les mesures prises en faveur des minorités ne le soient pas au mépris des droits de la majorité.

L'arrêt relatif à « l'affirmative action », le plus important rendu depuis cette décision date de 2003. Dans cet arrêt, la Cour suprême validait la politique de la faculté de droit de l'Université du Michigan, en déclarant que la race peut être l'un des facteurs pris en compte par les universités pour choisir leurs étudiants parce que, ainsi, elles défendent « un intérêt supérieur en assurant à leur enseignement les avantages inhérents à un groupe d'étudiants aux origines multiples ».

Autres statistiques

Le 1^{er} juillet 2003, on estimait à 38,7 millions le nombre de personnes résidant aux Etats-Unis qui étaient noires, complètement ou partiellement. Ce groupe représentait 13,3% de l'ensemble des habitants des Etats-Unis.

D'après les projections, le 1^{er} juillet 2050, la population intégralement noire des Etats-Unis sera de 61,4 millions de personnes, ce qui représentera 15% des habitants du pays.

Les Etats-Unis comptaient 2,3 millions d'anciens combattants afro-américains en 2003 sur un total de 23 millions, c'est-à-dire 10%.

Il y a 8,9 millions de foyers afro-américains aux Etats-Unis. Près de la moitié (47%) sont ceux de couples mariés. Parmi ceux-là, 34% sont constitués de seulement deux personnes et 19% de cinq ou plus. En 2002, on comptait 400 000 couples mixtes (noir-blanc) sur un total de 58 millions de couples mariés. Il y en avait 167 000 en 1980.

71% des Afro-Américains sont protestants, 15% sont chrétiens sans affiliation particulière, 7% sont catholiques, 4% sont athées, 2% sont musulmans et 1% sont « autres ». Selon certaines estimations, les Noirs représenteraient 30% de l'ensemble des musulmans vivant aux Etats-Unis, mais ces estimations ne se fondent pas sur des données précises.

Sources consultées:

An Outline of American History
U.S. Department of State, International Information Programs
<http://usinfo.state.gov/products/pubs/history/ch6.htm>

Portrait of the U.S.A: One From Many

U.S. Department of State, International Information Programs
<http://usinfo.state.gov/usa/infousa/facts/factover/ch1.htm>

The State of Black America 2005
National Urban League, 2005
<http://www.nul.org/thestateofblackamerica.html>

Race/Color Discrimination
U.S. Equal Opportunity Commission
<http://www.eeoc.gov/types/race.html>

Title VII of the Civil Rights Act
<http://www.eeoc.gov/policy/vii.html>

Facts for Features: The African American Month, February 2005
U.S. Bureau of the Census, 2005
http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/facts_for_features_special_editions/003721.html

Hate Crimes Statistics, 2003
Federal Bureau of Investigation
<http://www.fbi.gov/ucr/03hc.pdf>

The World Almanach, 2004

Statistical sources:

Business ownership
http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/business_ownership/005477.html

Education
<http://www.acf.hhs.gov/programs/hsb/research/2005.htm>
<http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/education/001863.html>

Elected officials

www.senate.gov/reference/resources/pdf/RS22007.pdf

<http://www.jointcenter.org/publications/publication-PDFs/BEO-pdfs/2001-BEO.pdf>

Family status

<http://www.census.gov/population/www/socdemo/hh-fam/cps2003.html>

Health

<http://www.cdc.gov/hiv/pubs/Facts/afam.htm>

Hate crimes

<http://www.fbi.gov/ucr/03hc.pdf>

Income

http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/income_wealth/002484.html

Media

<http://www.nnpa.org>

Religion

<http://www.cair-net.org/asp/populationstats.asp>

Welfare

<http://aspe.hhs.gov/hsp/indicators03/>